

Conjoncture 1er trimestre 2018

Véhicules neufs : la crise perdue

MSM
Libreville/Gabon

Selon les chiffres compilés par la direction générale de l'Economie et de la Politique fiscale auprès des concessionnaires automobiles regroupés au sein de l'Urai, au terme du premier trimestre 2018, le nombre des véhicules utilitaires vendus a reculé de 5 % pour se situer à 502 unités, sous l'effet de la faiblesse des commandes en véhicules par l'Etat, les sociétés privées et les particuliers.



Photo : Joseph MANIANGA, Joseph MANIANGA

Le nombre de véhicules utilitaires vendus a reculé de 5%.

LA crise se poursuit dans le marché de l'automobile neuve. Après une année 2017 en demi-teinte en terme de vente, l'exercice 2018 observe la même tendance baissière. Selon les chiffres compilés par la direction générale de l'Economie et de la

Politique fiscale auprès des concessionnaires automobiles regroupés au sein de l'Urai, au terme du premier trimestre 2018, le nombre des véhicules utilitaires vendus a reculé de 5 % pour se situer à 502 unités, sous l'effet de la faiblesse des

commandes en véhicules par l'Etat, les sociétés privées et les particuliers. En ce qui concerne les véhicules utilitaires, d'après Tractafic Equipement, sur les 3 premiers mois de l'année 2018, le chiffre d'affaires généré par le négoce des véhicules in-

dustriels s'est situé à 4,05 milliards de FCFA contre 4,54 milliards de FCFA à la même période en 2017, soit une chute de 10,8%, en liaison avec la baisse du carnet de commandes des forestiers et des BTP. Il faut savoir qu'au cours de l'année 2017, le nom-

bre de véhicules neufs vendus a chuté de 32 % à 2260 unités contre 3292 unités en 2016. Cette contre-performance s'explique par le contexte économique actuel toujours marqué par la baisse des ressources de l'Etat, la réduction des budgets des administrations et des entreprises et la perte des pouvoirs d'achat des ménages. En effet, accablé par la crise économique, l'exécutif s'est finalement résolu à suspendre, dans un premier temps, l'achat des véhicules administratifs, puis a plafonné, lors du Conseil des ministres du 29 juin 2018 l'acquisition de ces automobiles à 30 millions de francs. Une mesure « catastrophique » pour les concessionnaires automobiles qui, depuis, ont vu leurs chiffres d'affaires fondre comme neige au soleil.

Nécrologie

Décès de l'homme d'affaires Guido Santullo

MSM
Libreville/Gabon

En guerre larvée, depuis des années, avec l'Etat au sujet de surfacturation et de rétro, commissions dans l'exécution de plusieurs chantiers, l'homme d'affaires franco-italien Guido Santullo, président du groupe éponyme, est décédé, dans l'après-midi du lundi 27 août 2018, à

Gaeta, une ville de la province de Latina en Italie, a-t-on appris. Il s'y était retranché dans un appartement au Mirasole International, un établissement hôtelier grand luxe où, dans l'après-midi de sa mort, une dame de chambre l'aurait signalé dans un état de santé très critique, rapporte notre confrère Gabonreview. Conduit dans un établissement sanitaire, l'homme d'affaires ita-



Photo : MSM

Le P-DG de Sericom Gabon Guido Santullo.

lien, n'a pu être réanimé. Les causes réelles de son décès restent, pour le moment, inconnues. Toutefois, sa fille, Magalie Santullo, aurait indiqué à une source gabonaise proche de l'homme d'affaires que la santé de son père a commencé à vaciller, avec des problèmes cardiaques, après l'épisode suisse faisant suite à la sollicitation, par l'Etat gabonais, de l'ouverture d'une information judiciaire.

Brèves

Nigeria/Les transactions d'argent via le mobile ont atteint 1,25 milliard de dollars

Au cours des quatre premiers mois de 2018, la valeur des transactions d'argent effectuées au Nigeria, via le téléphone mobile, a atteint 454,75 milliards de nairas (devise locale), soit environ 1,25 milliard \$ (environ 550 milliards de francs CFA), selon des données officielles. C'est un niveau record pour la période, depuis 2010, que les données sont disponibles. Le mois d'avril à lui seul a connu le record de valeur des transactions mensuelles, avec des opérations enregistrées pour un montant total de 125,6 milliards de nairas.

Ghana/La Société Générale plombée par une baisse de revenus

La filiale au Ghana du groupe français Société Générale a connu un premier semestre 2018 positif mais moins vigoureux. Son bénéfice net par action de la période a été de 0,15 Cedis (monnaie ghanéenne) contre 0,24 Cedis pour la même période en 2017. Ce niveau de marge nette par action est la conséquence d'un repli du résultat net des six premiers mois s'achevant à fin juin 2018. Société Générale Ghana a déclaré un bénéfice net ajusté des éléments exceptionnels, de 31,5 millions de Cedis (environ 4 milliards de francs), en baisse de 38,35%.

Ghana/La banque indienne Bank of Baroda veut se séparer de sa filiale ghanéenne

L'établissement bancaire indien Bank of Baroda envisagerait céder deux de ses filiales, l'une au Ghana et l'autre à Trinité et Tobago. Selon des médias indiens qui donnent l'information, cette mesure vise à permettre à la banque de se recentrer sur ses filiales les plus rentables à l'international. « Certaines filiales ne fonctionnent pas comme prévu. Par conséquent nous avons décidé de sortir. Contrairement à l'Ouganda et au Kenya, les filiales au Ghana et à Trinité et Tobago ne sont pas au cœur de nos activités », a affirmé un responsable de la banque indienne.

Côte d'Ivoire/20 000 tonnes de caoutchouc bloqués au port

20 000 tonnes de caoutchouc naturels sont bloquées dans les ports d'Abidjan et de San Pedro depuis plus d'un trimestre. Les armateurs refusent en effet d'embarquer ces chargements qu'ils subissent ou craignent. « Ils disent que les produits coulent et salissent les bateaux. De plus, ils constatent la présence de bestioles dans leurs conteneurs et craignent des problèmes sanitaires. Ils ont donc fermé les lignes de transport de caoutchouc brut, ce qui nous empêche d'acquiescer cette matière première auprès des planteurs », a affirmé Samuel Mobio, le président de l'association des exportateurs de caoutchouc naturel

Rassemblées par W.N.

Production d'électricité

80% des déchets d'Addis-Abeba bientôt transformés en électricité

AFP
Addis-Abeba/Ethiopie

Implantée sur le site de la principale décharge de la capitale éthiopienne, l'usine de Reppie peut incinérer quotidiennement 1 400 tonnes de déchets et fournir à la ville le quart de ses besoins en électricité.



Photo : Aristide Moussovou

Le Gabon peut s'inspirer de l'exemple éthiopien.

LE gouvernement éthiopien a récemment inauguré l'usine de Reppie, une unité de production d'énergie à partir de déchets capable d'incinérer jusqu'à 1 400 tonnes de déchets par jour pour produire annuellement 185 gigawatts/heure (GWh) d'électricité. L'usine, dont la construction a commencé en octobre 2013, représente un investissement de 2,6 milliards de birrs (80,8 millions d'euros), assumé

en totalité par l'Etat éthiopien, précise l'agence nationale de presse, qui précise qu'il s'agit de « la première industrie de ce type en Afrique ».

Elle a été construite par Cambridge Industries Ltd, en partenariat avec China National Electric Engineering Co (CNEEC).

et Danish Ramboll Engineering, dans le sud-ouest d'Addis-Abeba, sur le site de la gigantesque décharge de Koshe, où l'effondrement d'une montagne d'ordures avait fait 114 morts en mars 2017.

Selon Cambridge Industries, la production électrique de l'usine

permettra d'assurer 25 % des besoins des ménages de la capitale, et brûlera 80 % des déchets produits par les citoyens.

« Dans les villes où l'espace disponible se fait rare, les unités de valorisation énergétique multiplient les avantages : elles permettent de libérer les espaces de décharges, de

produire de l'électricité, d'éviter la contamination des eaux souterraines par des substances chimiques toxiques et de réduire la quantité de méthane rejeté dans l'atmosphère », se réjouit le Programme des Nations-unies pour l'environnement (PNUE).

« Cette usine n'est qu'un des éléments de la stratégie éthiopienne de lutte contre la pollution », commente Zerubabel Getachew, représentant permanent du pays à l'Office des Nations-unies de Nairobi, sur le site de l'organisation internationale. Cette stratégie englobe notamment des projets hydro-énergétiques, parmi lesquels le barrage de la Renaissance, ou encore la ferme éolienne d'Ayisha.